



Boycott de la deuxième séance du CSAL Emplois

Monsieur Le Président,

Le CSAL d'aujourd'hui, porte sur ce que nous surnomons « la cuisine des emplois », cuisine très indigeste, digne d'un gloubi-boulga !

Mais avant de pointer ce sujet, l'actualité nationale nous fait réagir : le remaniement ministériel.

Suite à ce remaniement, la CGT ne peut que remarquer le dédain du gouvernement pour ses fonctionnaires en constatant qu'à ce jour aucun ministre de la Fonction Publique n'a été nommé au sein du Gouvernement ATTAL.

Le ministre du Budget est pour le moment également inconnu au bataillon. Nous sommes face à un gouvernement composé d'ombres, sauf à la Culture et à l'Éducation, semble-t-il.

À la DGFIP aussi, suite à la démission de M Fournel, le directeur général adjoint assure l'intérim de la fonction de directeur général.

Le 16 janvier, le Président Macron s'est livré à un long plaidoyer en faveur de sa politique libérale. Quelle ne fut pas la colère des agents des finances publiques et de la CGT Finances Publiques de l'entendre pérorer qu'il avait réimplanté des trésoreries sur le terrain. Soit le président a fait preuve de mauvaise foi, soit son ignorance sur le sujet aurait dû l'encourager au silence. Pour rappel, toutes les trésoreries mixtes présentes en 2015 ont été supprimées, soit 1 525 !

La CGT tient à faire part de son inquiétude quant à ses propos tendant à introduire encore plus d'arbitraire dans la rémunération des fonctionnaires sous couvert d'un mérite qui n'est pas clairement défini.

Vous aurez compris que l'année 2024 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices pour les fonctionnaires et donc pour les agents des finances publiques !!!

Concernant les emplois, un des points essentiels pour le bon fonctionnement de notre administration :

L'ex-directeur général se félicite du caractère historique de +148 emplois en 2024.

Un solde positif généré par des transferts d'emplois des Douanes vers la DGFIP et du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires mais qui s'accompagne également du transfert des missions notamment des recettes fiscales dont la TIPCE et de la taxe d'urbanisme.

La situation des services, les difficultés quotidiennes d'exercice des missions et la dégradation continue des conditions de travail des personnels appellent au contraire à renforcer durablement les moyens mis à la disposition de la DGFIP.

Au 1er septembre 2023, 4604 ETP vacants ; en 2024, il est annoncé 3700 ETP sortants.

Les recrutements par concours ne seront pas suffisants donc entre 1500 et 1600 recrutements de contractuels sont prévus.

Structures	Emplois	Effectifs	Déficit
DISI SIEGE	28	27	-1
ESI Clermont-Ferrand	193	176	-17
ESI Dijon	61	53	-8
ESI Grenoble	55	49	-6
ESI Lyon	156	148	-8
ESI Meyzieu	51	48	-3
ESI Nevers	62	62	0
Total	606	563	-43

Pour notre Disi, ce ne sont pas moins de **43 vacances** au 1^{er} janvier 2024.

Pour la CGT Finances Publiques, ce n'est pas satisfaisant, nous revendiquons le recrutement de fonctionnaires titulaires en nombre suffisant pour combler les postes vacants.

Nos conditions de travail, notre rémunération et nos règles de gestion doivent être urgemment reconsidérées et améliorées.

La DGFIP multiplie les axes de communication sur l'attractivité de la DGFIP, mais comment être attractif alors que les salarié·e·s ont perdu plus de 20 % de « pouvoir d'achat » par rapport à l'an 2000, que le SMIC a absorbé les premiers échelons des catégories B et C et est à quelques encablures de ceux de la catégorie A ?

Comment être attractifs lorsque le droit à mutation est largement remis en cause et que les agents hésitent de plus en plus à passer des concours ou s'inscrire sur des listes d'aptitudes, de crainte de ne pouvoir rejoindre leur famille dans un délai raisonnable et de surcroît de devoir engager des frais de double résidence et de transport sans commune mesure avec les gains de rémunération attendus ? Comment être attractifs avec la mécanisation des tâches et le non-respect de plus en plus flagrant des doctrines d'emplois des différentes catégories ?

En d'autres temps, pourtant pas si lointains, un président de la République affirmait que les suppressions d'emplois auraient un retour pour ceux qui les subissent. Et pourtant, la DGFIP et ses agents ont beaucoup subi pour quelques miettes proposées en retour !

Nous voulons des créations d'emplois et des recrutements pour mieux travailler ;

Nous voulons de l'argent pour vivre décemment ;

Nous ne mendions rien, c'est notre dû !

Pour toutes les raisons évoquées, les élu·e·s CGT Finances Publiques ne siégeront pas à cette 2^e convocation au CSAL sur les emplois.